



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

États membres

Question au Gouvernement n° 3978

Texte de la question

RATIFICATION DES TRAITÉS EUROPÉENS ET PLAN D'AIDE À LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Brard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, l'Europe se compose de nations et c'est à partir des nations qu'il faut organiser l'Europe, disait le général de Gaulle. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Bernard Deflesselles. Imposteur !

M. Jean-Pierre Brard. Les États, les peuples, les nations sont un obstacle à l'appétit glouton des spéculateurs et des gros actionnaires. Avec le mécanisme européen de stabilité, vous arrachez aux peuples leur liberté de décider de leur politique budgétaire, vous renoncez à la souveraineté nationale. C'est insupportable.

Vous voulez réduire le pouvoir des parlements nationaux, les empêcher de décider en les soumettant au diktat de l'Union européenne qui se trouve entre les mains de la finance internationale : Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, ancien de Goldman Sachs, Mario Monti, premier ministre italien, ancien de Goldman Sachs, Loukas Papademos, premier ministre grec, ancien de Goldman Sachs, Marc Ladreit de Lacharrière, ami personnel de Nicolas Sarkozy, président de l'agence de notation Fitch Ratings.

Plusieurs députés du groupe UMP. Quelle est la question ?

M. Jean-Pierre Brard. Oui, monsieur le Premier ministre, vous voulez briser l'échine des peuples comme vous le faites avec la Grèce aujourd'hui alors que les conséquences en sont terribles : les enfants tombent d'inanition dans les écoles (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), les malades sont rejetés des hôpitaux !

Oui, monsieur le Premier ministre, il faut choisir : eux ou nous ! Il faut être du côté des peuples ou des spéculateurs.

M. Nicolas Dupont-Aignan. Très bien !

M. Jean-Pierre Brard. Nous, nous sommes avec les peuples et nous combattons les spéculateurs. (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, allez-vous cesser de soutenir les spéculateurs pour vous conformer à l'intérêt national et défendre notre souveraineté nationale ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur les bancs du groupe SRC ; M. Nicolas Dupont-Aignan se lève et brandit une pancarte.*)

M. le président. Monsieur Dupont-Aignan, je vous adresse un rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal. La parole est à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes. Monsieur Brard, c'est toujours avec une certaine délectation que je vous entends citer le général de Gaulle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Il faut parfois se pincer pour ne pas rire. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Je voudrais aussi m'insurger contre la violence des attaques qu'à longueur de questions d'actualité vous portez ici contre le Président de la République. Cela ne manque pas de sel que de vous entendre dénoncer sa prétendue violence ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Je ne reviendrai pas sur le détail des mesures qui viennent d'être adoptées à Bruxelles et que monsieur le Premier ministre a très clairement détaillées.

C'est vrai, nous appelons le peuple grec à faire des efforts, à consentir de douloureux sacrifices, et nous sommes nombreux ici à ne pas oublier ce que nous devons à la pensée grecque, à l'histoire de la Grèce qui fait

partie de notre héritage. Pour nous aussi, c'est une forme de douleur.

Je voudrais aussi dire que la sortie de la Grèce de la zone euro conduirait ce pays à un chaos épouvantable car immédiatement, la nouvelle drachme perdrait plus de la moitié de sa valeur. La dette grecque doublerait instantanément et la Grèce serait en faillite car plus personne ne lui prêterait d'argent.

M. Roland Muzeau. C'est déjà le cas !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. C'est aussi le discours de vérité que nous devons tenir à nos amis grecs.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

De son côté, l'Europe fait preuve d'un effort de solidarité considérable : 237 milliards d'euros. Et nous ne nous bornons pas à cela.

Rappelons que la Grèce reçoit chaque année de l'Union européenne 5,7 milliards d'euros de crédits, essentiellement au titre de la politique agricole commune et des fonds structurels. Ce n'est pas faire injure à la vérité que de dire que ces fonds n'ont pas toujours été bien utilisés.

M. Daniel Paul. À qui la faute ?

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. La remise en cause des accords conclus à Bruxelles serait une faute contre la France et contre l'Europe ! *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Brard](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (7^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3978

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 février 2012